



Etablissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

**REGLEMENT DE CONSULTATION
(RC)
(COMMUN A TOUS LES LOTS)**

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

Procédure N° 2025AM01

**FOURNITURE DE PAINS FRAIS CUIITS,
PAINS FRAIS PRECUITS ET DE VIENNOISERIES
POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT HAUTE BRETAGNE**

Date et heure limite de réception des plis : Le 26 février 2025 à 12H00

Date et heure de livraison des échantillons : le 26 février 2025 avant 10h00



Plate-forme des achats de l'Etat

www.marches-publics.gouv.fr

SOMMAIRE

CHAPITRE I - POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
Article 1 - Type - Nom et adresse du pouvoir adjudicateur	5
CHAPITRE II - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	7
Article 2 - Objet du marché public	7
Article 3 - Etendue de la consultation	7
3.1 - Procédure de consultation	7
3.2 - Publicité.....	7
3.3 - Type de marché public.....	7
3.4 - Allotissement	7
3.5 - Forme du marché public et des prix	8
3.6 - Etendue du marché public - quantités	10
3.7 - Durée du marché public.....	10
3.8 - Classification CPV	10
Article 4 - Conditions de la consultation	10
4.1 - Variantes.....	10
4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	10
4.3 - Options (au sens communautaire).....	10
4.4 - Visite de site.....	11
4.5 - Délai de validité des offres.....	11
4.6 - Conditions de participation des concurrents.....	11
4.7 - Sous-traitance	11
4.8 - Modes de règlement du marché public	11
4.9 - Développement durable : clause d'exécution environnementale/ critères environnementaux	12
CHAPITRE III - MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	12
Article 5 - Contenu du dossier de consultation.....	12
Article 6 - Modalités de retrait du dossier de consultation	12
Article 7 - Renseignements complémentaires – modification	13
CHAPITRE IV - CONTENU DES PLIS À CONSTITUER	13
Article 8 - Contenu de la candidature	13

Article 9 -	Contenu de l'offre	14
Article 10 -	Conditions de remise des échantillons	14
10.1 -	Remise des échantillons.....	14
10.2 -	Quantités	14
10.3 -	Conditions de livraisons	14
CHAPITRE V -	MODALITES DE REMISE DES PLIS	15
Article 11 -	Conditions d'envoi des plis	15
11.1 -	Transmission par voie dématérialisée	15
11.2 -	Copie de sauvegarde.....	15
11.3 -	Signature du marché public.....	15
CHAPITRE VI -	SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES	16
Article 12 -	Examen des candidatures	16
Article 13 -	Jugement et classement des offres	16
CHAPITRE VII -	ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS	17
Article 14 -	Information des décisions de rejet.....	17
Article 15 -	Attribution	17
CHAPITRE VIII -	RECOURS	18

Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes comme établissement support du GHT « Haute-Bretagne ».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- le **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES,**
- le **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,**
- le **CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE),**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER LE GRAND-FOUGERAY,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE)**
- le **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER**

Tous les établissements ci-dessus sont concernés par le présent marché public à l'exception du CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE et le CENTRE HOSPITALIER LE GRAND-FOUGERAY.

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte des établissements parties concernés, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement partie sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Haute-Bretagne ».

Article 1 - Type - Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le Centre Hospitalier Universitaire de RENNES (**CHU de Rennes**), Etablissement support du GHT Haute-Bretagne dont les coordonnées sont les suivantes :

Représentant du pouvoir adjudicateur :	La Directrice générale du CHU de RENNES Véronique ANATOLE-TOUZET
Adresse :	Rue Henri Le Guilloux 35033 RENNES CEDEX 09
Adresse du profil acheteur	http://www.marches-publics.gouv.fr

Agissant en son nom et pour son compte ainsi qu'au nom et pour le compte des établissements parties suivants qui seront en charge de l'exécution du présent marché public.

Représentant du CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES	Le Directeur général David CHAMBON
Adresse :	133 rue de la Forêt CS20606 35306 FOUGERES Cedex
Adresse du profil acheteur :	http://www.marches-publics.gouv.fr

Représentant du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,	Le Directeur général Patrick BESSON
Adresse :	8 avenue Etienne gascon 35603 REDON cedex
Adresse du profil acheteur :	http://www.marches-publics.gouv.fr

Représentant du CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL DE VITRE	Le Directeur général Patrick GRAS
Adresse :	30 route de Rennes BP 90629 35506 VITRE Cedex
Adresse du profil acheteur :	http://www.marches-publics.gouv.fr

Représentant du CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE	Le Directeur général par intérim David CHAMBON
Adresse :	1 Rue Jean Marie LALOY ANTRAIN 35560 VAL COUESNON
Adresse du profil acheteur :	http://www.marches-publics.gouv.fr

<p>Représentant du CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES JANZE</p> <p>Adresse :</p> <p>Adresse du profil acheteur :</p>	<p>La Directrice générale Aurore GRIMAUD</p> <p>4, rue Armand Jouault 35150 Janzé</p> <p>http://www.marches-publics.gouv.fr</p>
<p>Représentant du pouvoir adjudicateur CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE</p> <p>Adresse :</p> <p>Adresse du profil acheteur :</p>	<p>Le Directrice générale du CHU de Rennes (direction commune) représentée par Monsieur Vincent MOREL, Directeur Délégué</p> <p>33 rue Saint Nicolas 35160 MONTFORT SUR MEU</p> <p>http://www.marches-publics.gouv.fr</p>
<p>Représentant du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER :</p> <p>Adresse :</p> <p>Adresse du profil acheteur :</p>	<p>Le Directeur général Pascal BENARD</p> <p>108 avenue du Général Leclerc CS 60838 - 35708 Rennes Cedex 7</p> <p>http://www.marches-publics.gouv.fr</p>

CHAPITRE II - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 2 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet la fourniture de pains frais cuits, pains frais précuits et de viennoiseries pour les établissements du GHT Haute-Bretagne.

Article 3 - Etendue de la consultation

3.1 - Procédure de consultation

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

3.2 - Publicité

La consultation a fait l'objet d'une publication sur les supports suivants :

☒ Profil acheteur ☒ BOAMP ☒ JOUE

3.3 - Type de marché public

Marché(s) public(s) de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de services : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit-bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service : <input type="checkbox"/>

3.4 - Allotissement

La présente consultation est allotie et comporte 22 lots.

- Lot n°1 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE RENNES ;**
- Lot n°2 : Fourniture de pains de qualité supérieure pour cafétéria et sandwicherie du **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE RENNES ;**
- Lot n°3 : Fourniture de pains de qualité supérieure pour la restauration du personnel du **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE RENNES ET du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER; MARCHÉ RÉSERVÉ AUX ENTREPRISES EN INSERTION**
- Lot n°4 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE;**
- Lot n°5 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site d'Antrain ;**
- Lot n°6 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site de Saint Brice en Cogles ;**
- Lot n°7 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site de Tremblay ;**
- Lot n°8 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site de Saint Georges de Reintembault ;**

- Lot n°9 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES** ;
- Lot n°10 : Fourniture de pains de qualité supérieure du **CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES** ;
MARCHE RESERVE AUX ENTREPRISES EN INSERTION
- Lot n°11 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DE VITRE** ;
- Lot n°12 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES**, site de Janzé ;
- Lot n°13 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES**, site du Theil ;
- Lot n°14 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR**, site de Redon.
- Lot n°15 : Fourniture de pains frais et viennoiseries du **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR**, site de Carentoir.
- Lot n°16 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Site principal à Rennes**
- lot n°17 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Résidence du prévôt à Chateaugiron**
- lot n°18 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Résidence René Cassin à Bruz**
- lot n°19 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Centre du Placis vert à Thorigné Fouillard**
- Lot n°20 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Maison d'accueil spécialisée à Betton**
- Lot n°21 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Unité d'hospitalisation spécialement aménagée à Rennes**
- Lot n°22 : Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Unité d'hospitalisation de courte durée à Rennes**

L'attribution sera effectuée lot par lot, sachant que les opérateurs économiques ne peuvent pas présenter d'offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de regrouper l'ensemble des lots attribués à un soumissionnaire dans le cadre d'un seul marché public.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de présenter une offre pour :

☐ Un seul lot ☐ Un ou plusieurs lots ☒ Tous les lots

3.5 - Forme du marché public et des prix

3.5.1 *Forme du marché public*

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du Code de la commande publique.

Les montants maximums sont les suivants, pour toute la durée du marché public :

Numéro de lot	Libellé de lot	Montant maximum
1	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE RENNES ;	1 287 379 €
2	Fourniture de pains de qualité supérieure pour cafétéria et sandwicherie du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE RENNES ;	208 521 €
3	Fourniture de pains de qualité supérieure pour la restauration du personnel du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE RENNES ET DU CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER; MARCHE RESERVE AUX ENTREPRISES EN INSERTION	415 000 €
4	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE;	517 430 €
5	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site d'Antrain ;	254 721 €
6	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site de Saint Brice en Cogles ;	115 437 €
7	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site de Tremblay ;	254 425 €
8	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE, site de Saint Georges de Reintembault ;	144 054 €
9	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES ;	353 064 €
10	Fourniture de pains de qualité supérieure du CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES ; MARCHE RESERVE AUX ENTREPRISES EN INSERTION	19 813 €
11	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DE VITRE ;	629 538 €
12	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES, site de Janzé ;	70 136 €
13	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES, site du Theil ;	22 250 €
14	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR, site de Redon.	722 714 €
15	Fourniture de pains frais et viennoiseries du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR, site de Carentoir.	147 339 €
16	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Site principal à Rennes	1 594 300 €
17	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Résidence du prévôt à Chateaugiron	47 475 €
18	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Résidence René Cassin à Bruz	82 079 €
19	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Centre du Placis vert à Thorigné Fouillard	169 011 €
20	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Maison d'accueil spécialisée à Betton	97 271 €
21	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Unité d'hospitalisation spécialement aménagée à Rennes	180 616 €
22	Fourniture de pains frais et viennoiseries (hors cafétéria et sandwicherie) du CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER - Unité d'hospitalisation de courte durée à Rennes	46 420 €

Le marché public est mono-attributaire.

3.5.2 *Forme des prix*

Le marché public est traité à prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot concerné et au catalogue du titulaire du lot concerné.

3.6 - Etendue du marché public - quantités

L'ensemble des fournitures pouvant être commandées sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et au catalogue du titulaire.

Les quantités estimatives du marché public sont précisées au Détail Quantitatif Estimatif (DQE) propre à chaque lot. Ces quantités n'ont pas valeur contractuelle. Elles ne servent qu'à l'analyse des offres.

3.7 - Durée du marché public

Pour tous les lots, le marché public est conclu pour une période initiale de UN (1) an à compter de sa date de notification au titulaire.

Le marché public peut ensuite être reconduit TROIS (3) fois par période successive de UN (1) an et pour une durée de validité maximale de QUATRE (4) ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas s'opposer à la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de quarante-cinq (45) jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

3.8 - Classification CPV

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification secondaire</i>
15811000-6 Produits de panification	

Article 4 - Conditions de la consultation

4.1 - Variantes

Les variantes sont-elles autorisées :

☐ Oui

☒ Non

4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) sont-elles demandées :

☐ Oui

☒ Non

4.3 - Options (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

- Le marché public comporte des reconductions ;

- Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R2122-4, 1° du code de la commande publique.

4.4 - Visite de site

Pour le lot n°11, une visite des sites pour observer l'organisation et les locaux du Centre Hospitalier SIMONE VEIL - VITRE en lien avec la présente consultation est possible et recommandée. La visite est facultative. Selon le site, prendre contact auprès de :

=> Site Hôpital : Mme Sylvie DERIEUX – Diététicienne- 02.99.74.14.38 – sylvie.derieux@ch-vitre.fr

=> Maison de Santé de la Gautrays - Jardins du Val : Mme Solen PINSARD – Diététicienne – 02.99.74.17.57 – Solen.PINSARD@ch-vitre.fr.

Pour les autres lots, aucune visite de site n'est prévue.

4.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à quatre (4) mois à compter de la date limite de réception des offres.

4.6 - Conditions de participation des concurrents

L'offre peut être présentée par un opérateur économique seul ou par un groupement d'opérateurs économiques.

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique pour la présentation de l'offre.

Toutefois, la forme souhaitée est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché public est d'une forme différente, il pourra se voir obligé d'assurer sa transformation pour se conformer à ce souhait.

Les opérateurs économiques ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre plusieurs opérateurs économiques, le marché public sera alors signé avec le mandataire du groupement, mais tous les co-traitants devront fournir les documents administratifs exigés à l'article 8 du présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

4.7 - Sous-traitance

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance, telle que définie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, dans les cas prévus à l'article L2193-3 du Code de la commande publique.

Dans le cas où la demande de sous-traitance (DC4) intervient au moment du dépôt de l'offre, l'opérateur économique fournit à l'appui de son offre une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités techniques, professionnelles, économiques et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du (des) marché(s) public(s) emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

4.8 - Modes de règlement du marché public

Les prestations, objet du présent marché public, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique et financées selon les modalités suivantes :

- Financement : ☒ Budget d'exploitation : recettes liées à l'activité T2A, aux mutuelles et patients, et dotation annuelle complémentaire
☐ Budget d'investissement : emprunt et autofinancement
- Paiement à 50 jours conformément à l'article R2192-11, 1° du Code de la commande publique.

4.9 - Développement durable : clause d'exécution environnementale/ critères environnementaux

Le marché public comporte une clause d'exécution environnementale définie au CCAP/CCTP : ☐ Oui ☒ Non

Le marché public comporte des critères environnementaux de sélection des offres : ☒ Oui ☐ Non

CHAPITRE III - MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Article 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (DC) est constitué des pièces suivantes :

- a. Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes :
 - Annexe 1 : procédure de dématérialisation ;
 - Annexe 2 : demande d'échantillons ;
- b. L'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot et son annexe :
 - Annexe n°1 : bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot ;
- c. Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) propre à chaque lot ;
- d. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et son annexe :
 - Annexe n°1 : La liste des Comptables Assignataires ;
- e. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe 1 CCTP_LOT 1 A 3_ Exemple Bon de Commande
 - Annexe 2 CCTP_LOT 1 A 3_ Récapitulatif à joindre à la livraison
 - Annexe 3 CCTP_LOT 9_ CONSOMMATION PAINS
 - Annexe 4 CCTP_LOT 11_ Quantitatif besoins hebdo et ponctuels
 - Annexe 5 CCTP_LOT 11_ Distribution par PDL
 - Annexe 6 CCTP_LOT 11_ Plan et accès- site Hôpital
 - Annexe 7 CCTP_LOT 11_ Plan et accès- site de la Gautrays
 - Annexe 8 CCTP_LOT 16 A 22_ Modalités livraison sur les sites du CHGR
- f. Le cadre de réponse technique ;
- g. Le questionnaire environnemental ;
- h. DC1 et DC2.

Article 6 - Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation peut être obtenu par téléchargement sur le site du profil acheteur suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Toutefois, avant de procéder au téléchargement de ce dossier, les opérateurs économiques sont invités à prendre connaissance des modalités et exigences décrites en annexe 1 du présent règlement.

Article 7 - Renseignements complémentaires – modification

7.1.1 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard dix (10) jours avant la date limite de réception des plis, une demande écrite sur le site du profil acheteur suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée sur le site du profil acheteur, à tous les opérateurs économiques ayant retiré le dossier, six (6) jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

7.1.2 Modifications de détails du dossier de consultation

Le CHU de Rennes se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans contestation possible.

Si, pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

CHAPITRE IV - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER

Chaque opérateur économique devra produire un dossier complet rédigé en langue française ou accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les offres seront exprimées en euros.

Article 8 - Contenu de la candidature

L'opérateur économique produit les pièces suivantes en fonction qu'il utilise soit le DUME ou non.

En cas de groupement, chaque cotraitant produira l'ensemble des documents ci-dessous.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques, économiques et financières, l'opérateur économique, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

8.1.1 DUME

Les opérateurs économiques peuvent présenter leurs candidatures avec le Document Unique de Marché Européen (DUME) disponible sur :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Accéder au tutoriel vidéo : « Vidéo : comment répondre avec un e-Dume » : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

8.1.2 Hors DUME

L'opérateur économique produit :

- La lettre de candidature modèle DC1, ou équivalent ;
- La déclaration du candidat modèle DC2, ou forme libre, reprenant les mêmes éléments que ceux indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- Un dossier de candidature présentant :

- le chiffre d'affaire global réalisé aux cours des trois derniers exercices et la part du chiffre d'affaire liée aux prestations objet du présent marché public au cours des 3 derniers exercices ;
 - une présentation de la société, explicitant les moyens humains et matériels justifiant l'aptitude du candidat à pouvoir répondre au marché public ;
 - La liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- En cas de redressement judiciaire, une copie du jugement prouvant qu'il est habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

Article 9 - Contenu de l'offre

L'offre sera constituée par les pièces suivantes :

1. L'acte d'engagement du lot soumissionné accompagné d'un relevé d'identité bancaire (RIB) ou relevé d'identité postale (RIP) et son annexe :
 - a. Annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot soumissionné ;
2. Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du ou des lot(s) soumissionné(s) ;
3. Un dossier technique, par lot soumissionné, comportant :
 - a. Le cadre de réponse technique complété pour le ou les lot(s) soumissionné(s) ;
 - b. Les fiches techniques des produits proposés comportant les informations requises au CCTP ;
 - c. Les fiches techniques des emballages ;
4. Le questionnaire environnemental complété du ou des lot(s) soumissionné(s) ;
5. Les échantillons (cf. annexe 2 au présent règlement) ;
6. Le catalogue du soumissionnaire du lot concerné avec les tarifs ;

L'ensemble des documents concernés doivent être **complétés**.

NOTA : La signature de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul l'attributaire est tenu de la signer.

Article 10 - Conditions de remise des échantillons

10.1 - Remise des échantillons

Des échantillons sont exigés : ☒ oui ☐ non

Pour tous les lots, ces échantillons serviront à la dégustation pour juger de la qualité des produits.

10.2 - Quantités

Les quantités d'échantillons demandés sont précisées en Annexe 2 du présent règlement de consultation.

10.3 - Conditions de livraisons

Les lieux de livraison des échantillons sont précisés en Annexe 2 du présent règlement de consultation.

Les échantillons doivent être livrés aux dates et heures figurant en page de garde du présent règlement.

Les échantillons seront conditionnés et identifiés avec l'intitulé de la consultation, le **numéro du lot** et le **nom du soumissionnaire**. Le bordereau de livraison des échantillons sera fourni en 2 exemplaires.

Les articles doivent être accompagnés d'une fiche technique détaillée précisant leur composition et leurs caractéristiques. La fiche technique sera la même que celle fournie avec l'offre. Les échantillons doivent être conformes à cette fiche, à défaut l'offre sera considérée comme irrégulière.

Les opérateurs économiques sont informés qu'en l'absence d'échantillons, leur offre ne pourra pas être examinée et sera déclarée irrégulière.

Les articles fournis à titre d'échantillons ne seront pas facturés par les soumissionnaires.

CHAPITRE V - MODALITES DE REMISE DES PLIS

Article 11 - Conditions d'envoi des plis

11.1 - Transmission par voie dématérialisée

Les opérateurs économiques doivent impérativement transmettre leur pli par voie dématérialisée, sur le profil acheteur suivant :


<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les opérateurs économiques sont invités à prendre connaissance des consignes figurant en annexe 1 du présent règlement de consultation.

Les plis doivent parvenir au plus tard avant les dates et heures limite indiquée sur la première page du présent règlement de consultation.

11.2 - Copie de sauvegarde

Les opérateurs économiques peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « NE PAS OUVRIR - copie de sauvegarde » - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'opérateur économique. Elle est transmise à l'adresse suivante :

 CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES
DIRECTION DES ACHATS
3ème étage du Bâtiment des instituts de formation
Rue Henri le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

L'opérateur économique se reporte à l'annexe 1 au présent règlement de consultation pour suivre la procédure de copie de sauvegarde.

11.3 - Signature du marché public

Les opérateurs économiques sont informés que l'attribution du marché public pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché public.

CHAPITRE VI - SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES

Article 12 - Examen des candidatures

En application de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, si le CHU de Rennes constate que des pièces ou informations, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés, de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximum de cinq (5) jours.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut pas produire dans le délai imparti, les documents, compléments ou explications requis par le CHU de Rennes, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Article 13 - Jugement et classement des offres

Le CHU de Rennes vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées.

Le CHU de Rennes élimine les offres inappropriées ou inacceptables. Il peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser des offres irrégulières dans un délai qu'il estime approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Le CHU de Rennes choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base des critères, pondérés comme suit :

LOT N°1 à 8, 10, 12, 13 et 16 à 22

Critère	Pondération du critère	Sous-critère	Pondération du sous-critère
1 Prix <i>Sur la base du montant résultant du DQE</i>	55 %		
2 Qualité Technique <i>sur la base du dossier technique et des échantillons</i>	40 %	a. Matières premières b. Production c. Logistique d. Suivi commercial/distribution e. Qualité des échantillons en référence à la dégustation, leurs fiches techniques et leurs conditionnements ; f. Qualité de l'organisation mise en place en cas de « plan blanc », délai de mise en œuvre en heures, nature et quantité des produits pouvant être livrés.	5% 25% 5% 5% 55% 5%
3 Qualité Environnementale <i>sur la base du questionnaire</i>	5%		

LOTS N°9, 11, 14, 15

Critère	Pondération du critère	Sous-critère	Pondération du sous-critère
1 Prix <i>Sur la base du montant résultant du DQE</i>	40 %		
2 Qualité Technique <i>sur la base dossier technique et des échantillons</i>	55%	a. Matières premières b. Production c. Logistique d. Suivi commercial/distribution e. Qualité des échantillons en référence à la dégustation, leurs fiches techniques et leurs conditionnements ; f. Qualité de l'organisation mise en place en cas de « plan blanc », délai de mise en œuvre en heures, nature et quantité des produits pouvant être livrés.	5% 20% 5% 5% 60% 5%
3 Qualité Environnementale <i>sur la base du questionnaire</i>	5%		

Si une offre apparaît anormalement basse, le CHU de Rennes peut la rejeter par décision motivée, après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge opportun et vérifier les justifications fournies.

CHAPITRE VII - ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS

Article 14 - Information des décisions de rejet

Conformément à l'article R2181-1 du Code de la commande publique, le CHU de Rennes notifie sans délai à chaque candidat ou soumissionnaire concerné sa décision de rejeter sa candidature ou son offre.

Article 15 - Attribution

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire produise les certificats et attestations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales.

Le délai imparti par le CHU de Rennes à l'attributaire, pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci, et ne pourra être supérieur à dix (10) jours.

L'attributaire dont l'offre est retenue en est informé par courrier ou par échange dématérialisé.

Il fournit impérativement les documents suivants :

Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
Le CHU de Rennes s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à [l'article L 241-1 du code des assurances](#), l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à [l'article L.243-2 du code des assurances](#).

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Ces pièces doivent être fournies au CHU de Rennes tous les six mois durant l'exécution de ce marché public.

L'attributaire doit également remettre au CHU de Rennes, avant la notification du marché public et tous les six mois durant l'exécution de ce marché public, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces seront exigées pour tout marché public d'un montant supérieur à 5 000 € HT (art. R.8222.1 du code du travail), dans le délai impératif fixé par le CHU de Rennes. A défaut, l'offre du candidat sera rejetée.

CHAPITRE VIII - RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Rennes
3, Contour de la Motte CS44416
35044 Rennes Cedex
Téléphone : 02 23 21 28 28.
Télécopie : 02 99 63 56 84.
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme ;
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.